

Ce que nous voulons

Jean Grave

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

CE QUE NOUS VOULONS

Nous voulons l'affranchissement complet, intégral de l'individu.

Nous voulons son affranchissement économique le plus absolu.

Mais comme, pour se développer, l'individu doit unir ses efforts aux efforts de ses semblables ; comme il n'y a que l'état de société qui lui permette de développer ses facultés, nous voulons une société où ça ne soit plus la volonté des morts qui domine.

Nous voulons une société où l'individu libéré de toute entrave, n'ayant à lutter que contre les difficultés naturelles, puisse se mouvoir à l'aise, s'associant selon ses besoins, selon ses affinités, rompant l'association lorsqu'elle est une entrave ou lorsqu'elle a accompli l'œuvre pour laquelle elle avait été formée, pour reformer d'autres groupements, en vue de nouveaux besoins à satisfaire, de buts nouveaux à atteindre.

Enfin, comme l'individu n'est pas une entité, ni un être abstrait, que nous savons qu'il n'y a pas que « l'Individu », mais des individus, il en découle logiquement, pour nous, que, pour se développer librement, sainement, les droits de chacun doivent tenir compte des droits voisins, qu'ils doivent s'harmoniser par l'entente et non se confronter.

Il est absurde de parler au singulier des droits de l'individu, alors qu'il est démontré que l'individu isolé n'aurait jamais pu acquérir le développement qu'il a atteint au cours des siècles, mais

que, sans doute, il aurait été incapable de satisfaire aux besoins primordiaux de la vie, faible et désarmé comme il l'est.

Depuis qu'elle a commencé, l'évolution humaine n'a été qu'un long conflit d'intérêts et d'appétits opposés où les plus forts, les plus adroits, les plus favorisés, exploitant le besoin d'entente et de sécurité qui réunissait les hommes en société, surent imposer leur suprématie sur le plus grand nombre, les exploitant, les opprimant, et, pour assurer cette exploitation, donnèrent une vie propre à la société, lui attribuant une vie propre sous le mot, lui créant ainsi des intérêts antagoniques des intérêts des individus qui font son existence.

De sorte que la société créée pour que chacun, dans ses rapports avec les autres, y trouvât plus de bien-être, plus de liberté, une plus grande somme de jouissances en raison d'une dépense moindre d'efforts, ne servit qu'à une minorité de parasites qui, sous prétexte d'assurer la vie, le bien-être et la liberté de chacun, d'empêcher l'empiètement des uns sur les autres, d'assurer la justice à tous, s'en firent les maîtres, confisquant à leur profit tous les bienfaits de l'association, ne laissant à la grande majorité que les charges, l'ignorance et la misère.

Telles qu'elles sont organisées, nos sociétés ne sont pas des associations d'hommes libres et égaux, mais des conflits d'intérêts où ceux qui détiennent le pouvoir et le capital écrasent sans pitié ceux qu'ils ont dépouillés, où les mots droit, justice, liberté, détournés de leur signification, ne sont que des règles pour assurer à ceux qui se sont érigés en maîtres la possibilité d'assurer leur domination, leur exploitation.

Au lieu d'être basées sur l'entente, sur la communauté d'intérêts, nos sociétés actuelles sont basées sur l'antagonisme des intérêts.

L'intérêt des gouvernants est de développer leur autorité afin de s'assurer de l'obéissance des gouvernés, alors que l'intérêts des gouvernés est de restreindre, chaque jour, l'autorité des gouvernants s'ils ne veulent pas, un jour, se trouver complètement dominés.

L'intérêt du patron est de tirer de ses serfs le plus de travail possible en retour d'un moindre salaire et une subordination de plus en plus grande, alors que l'intérêt des salariés est d'obtenir un salaire plus élevé pour moins de travail, plus de liberté à l'atelier.

L'intérêt du trafiquant est de vendre le plus cher possible, de tromper l'acheteur sur la qualité des marchandises, l'intérêt des parasites qui ont su se glisser comme intermédiaires dans les rapports entre consommateurs et producteurs est de faire croire à la réalité des services qu'ils sont censés rendre et d'en tirer le plus de profits.

Il n'y a pas, jusqu'au médecin et pharmacien qui ne désirent leur petite épidémie, lorsque les affaires baissent.

Dans les administrations basées sur la hiérarchie, l'intérêt des subalternes est la disparition des supérieurs dont ils convoitent la place. Jusque dans les familles où l'intérêt des héritiers est de voir se réaliser, à bref délai, les « espérances » que l'on a fait entrer en ligne de compte dans les contrats négociés pour les accouplements que l'on a maquignonnés.

Les rapports entre individus ne sont pas en vue d'une aide mutuelle, mais des trocs où chacun cherche à « enfoncer » l'autre.

Tout cela, il est vrai, est masqué par un vernis de conventionnalisme qui transforme en paroles onctueuses d'amour, d'amitié, de déférence et de sympathie les appétits les plus féroces ; mais les rôles dont sont surchargés les tribunaux nous indique combien le vernis est léger et que, souvent, lorsque les « espérances » sont trop longues à se réaliser, d'aucuns savent leur donner le coup de pouce.

Nos sociétés bourgeoises sont l'exemple le plus parfait de cet individualisme outré qui, posant l'individu au-dessus des contingences, réclame pour lui les droits les plus absolus sans tenir compte des droits des individus.

Trop longtemps les sociétés ont été détournées de leur but ; elles doivent revenir au rôle pour lequel elles ont été instituées : apporter plus de bien-être, plus de facilités au développement des individus, plus de liberté en diminuant le temps consacré à la lutte pour l'existence.

Pour arriver à cette société, résultat de l'entente libre des intéressés, nous voulons que tout ce qui est sol, sous-sol, immeubles, outillage, tout ce qui est le produit de la nature et du travail des générations passées soit enlevé à ceux qui se les sont appropriés indûment et reviennent à la libre disposition de ceux qui auront à les mettre en œuvre, qu'ils ne soient plus accaparés par des individus ou des groupes les exploitant à leur profit.

L'outillage, surtout, ne devant être ni social, compris dans le sens de propriété d'une entité sociale quelconque, ni corporatif,

nous voulons qu'il soit à la disposition de qui en a besoin pour produire et le mettre en œuvre par lui-même, soit en tant qu'individu, soit en groupe.

Nous voulons, partout, l'abolition du salaire, puisque chacun aura la libre disposition des produits de son travail ; nous voulons également l'abolition de la monnaie ou de toute autre valeur d'échange, la répartition des produits devant s'opérer directement entre producteurs et consommateurs groupés par besoins et affinités où l'échange des produits ne sera plus qu'un échange mutuel de services.

Nous voulons la disparition de l'État, de tout gouvernement, quel qu'il soit, centralisé ou fédératif, dictatorial ou parlementaire, basé sur un suffrage plus ou moins restreint, plus ou moins élargi par une soi-disant représentation des minorités. Tous les groupements placés au-dessus des individus ayant une tendance fatale à les dominer, à se développer au détriment de leur liberté.

Nous voulons la disparition des armées permanentes parce qu'elles n'ont d'autre objectif que la défense des privilégiés, qu'elles ne sont que des écoles de débauche, d'avilissement et d'abaissement et une menace perpétuelle de guerre entre les peuples.

Nous voulons que les groupes et individus se tenant en relations constantes entre eux règlent eux-mêmes, sans suffrages ni délégations, les questions d'intérêt général, comme ils auront su régler, au sein de leurs groupes, les questions d'intérêts privés.

Enfin, comme la libération des individus ne leur viendra d'aucune providence, céleste ou parlementaire, comme les privilégiés ne renonceront à leurs privilèges que lorsque ceux qu'ils ont spo-

liés sauront les leur arracher, les anarchistes reconnaissent qu'il n'y a que la révolte qui puisse affranchir ceux qui veulent sortir des entraves présentes pour établir une société de justice et de liberté sur les ruines de la société d'arbitraire et de spoliation d'aujourd'hui.

Étant donné ce qui existe, les moyens d'affranchissement ne sont au choix de personne. En se réclamant de la révolution, les anarchistes n'expriment pas une préférence, ils constatent un fait, subissent les conséquences d'une société faussée, détournée de son but.

En attendant que l'esprit de révolte grandisse parmi les opprimés, en attendant qu'ils aient pris conscience, que l'on n'obtient que les libertés que l'on sait prendre, que les concessions que l'on sait imposer, tout en reconnaissant que les améliorations partielles, dans la société présente, dans laquelle il faut vivre et dont on ne peut s'abstraire, n'ont aucune valeur relativement à l'affranchissement complet que tout individu doit chercher, tout en travaillant, toujours et sans cesse, à préparer la révolution qui, seule, affranchira les individus en faisant table rase des institutions d'oppression et d'exploitation, les anarchistes reconnaissent que, surtout pour les travailleurs qui, chaque jour, à chaque heure, ont à défendre le salaire que leur consentent leurs exploiteurs, à défendre leur liberté et leur dignité à l'atelier, il y a des luttes d'améliorations partielles à soutenir, — quand ça ne serait que la défense de ce qui a été acquis au cours des siècles, — mais que ces luttes — que les faits imposent — ne doivent jamais absorber tous les efforts des individus, ni leur faire perdre de vue la révolte générale, seule capable de les affranchir. Travailler pour l'avenir, c'est aussi une façon d'améliorer le présent.

Le syndicalisme et ses luttes pour la défense des salaires, la diminution des heures de travail ou l'obtention des meilleures méthodes dans l'organisation du travail, est une conséquence fatale de l'organisation économique qui nous régit. En attendant la révolution qui doit les libérer, les travailleurs ont à défendre leur vie de chaque jour, mais tout en les aidant dans cette lutte, le rôle des anarchistes est de leur faire comprendre combien sont précaires les améliorations qui n'entament en rien le fond même du régime capitaliste, puisqu'il faut les recommencer chaque jour ; combien est passagère l'amélioration amenée par une augmentation de salaire, puisque, étendue à chaque corporation, elle a pour résultat de faire augmenter le coût de la vie et que la diminution des heures de travail elle-même ne s'obtient que par une intensification de la production pendant les heures de travail.

Contrairement à ce que prétendent les syndicalistes, le syndicalisme ne peut se suffire à lui-même ; à lui seul il ne représente nullement l'affranchissement général qui doit être poursuivi par chaque être conscient. Il n'est qu'une des phases de la lutte poursuivie. — Mettons la plus importante si on veut, mais un des côtés seulement.

Car s'il est urgent pour les travailleurs de ne pas se laisser affamer en attendant la révolution, il n'en reste pas moins vrai qu'ils n'obtiendront tout le bien-être auquel a droit tout être humain, toute la liberté et le développement auxquels ils doivent aspirer non par des réductions des heures de travail, ni par des augmentations de salaires, mais par une transformation complète du régime politique et économique, c'est-à-dire par la révolution sociale.

Pour arriver à cette révolution, tout ce qui a pour but de détruire ou d'affaiblir l'autorité politique ou économique est bon :

Syndicats d'ouvriers contre les patrons, syndicats de locataires contre les propriétaires, groupes pour obtenir un enseignement rationnel de l'enfance, ligues de consommateurs contre les débitants, la lutte contre l'alcoolisme, ligues — comme celle des Droits de l'Homme — contre les abus de pouvoir, contre l'omnipotence des juges, de résistance contre les empiètements de la police, etc., etc.

Enfin, comme au lendemain de la révolution ne se développeront que les formes de groupements qui auront préparé le mouvement, les anarchistes ont, dès à présent, à rechercher quelles formes pourraient, dès à présent, prendre les groupes de production, basés sur les affinités et les besoins communs.

Tous ces moyens de lutte sont d'autant meilleurs qu'ils peuvent grouper, sur des points précis des individus pensant différemment sur l'ensemble, et qu'il n'est pas nécessaire de les avoir convertis à une vue d'ensemble pour les faire travailler à la révolution, celle-ci n'étant, en réalité, que la somme du mécontentement général et non le résultat d'une idée philosophique, si juste soit-elle.

Il n'y a qu'un danger à éviter : c'est l'esprit de particularisme qui tend à faire envisager à chacun que son moyen est le moyen par excellence et considérer les autres moyens non seulement comme insuffisants, comme inutiles, mais, bien souvent comme adversaires ceux qui les emploient — nous entendons des moyens qui peuvent coopérer, sans être la négation l'un de l'autre.

C'est ce qui est arrivé aux anarchistes tombés dans le syndicalisme qui, aujourd'hui, leur fait chercher le moyen de le soustraire à la propagande anarchiste, ou bien, comme les néo-malthusiens, qui, partis de l'idée juste de liberté pour la femme de se soustraire aux maternités « indésirées » et, pour tous les individus, en général, de n'avoir d'enfants qu'autant qu'il leur plaît et que lorsqu'ils sont dans des conditions physiologiques leur permettant d'espérer une descendance saine, en sont venus à ériger en dogme que, pour faire la révolution, il ne faut plus faire d'enfants, et font de la question sociale une question de population, alors qu'elle est, surtout, une question de mauvaise distribution des richesses.

Pour démolir la société actuelle, il n'est pas indispensable que tous les coups portent à la fois sur le même point. Il peut y avoir autant de points d'attaque qu'il y a de conceptions, mais les anarchistes devront toujours se guider sur leur conception de la société future s'ils veulent échapper aux déviations inhérentes à l'importance que chacun attache à ses propres efforts et qui ne tardent pas à faire prendre le moyen comme but.

Aussi, si les anarchistes veulent se mêler à toutes les luttes qui ont pour but de démantèlement de la forteresse capitaliste, la disparition d'un abus, le redressement d'une injustice, la répartition d'une iniquité, ils veulent aussi garder l'œil sur le but final, auquel doivent tendre, consciemment ou non, tous les efforts épars, la disparition de la société capitaliste et l'instauration d'une société harmonique où l'individu libéré de l'exploitation et de la domination de parasites divers trouvera à développer ses virtualités pour son plus grand bien et celui de ses semblables.

J. GRAVE.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Ce_que_nous_voulons. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.